

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 19 MARS 1913.

Projet de loi modifiant les articles 35, 36 et 56 de la loi d'organisation judiciaire ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis reprend, dans la principale de ses dispositions, la proposition concernant les élections pour la formation des tribunaux de commerce, déposée le 21 janvier 1896, et qui était alors énoncée en l'article premier :

« ARTICLE PREMIER. — Sont éligibles aux fonctions de juge ou de » juge suppléant :

» 1°

» 2° Les administrateurs et gérants des sociétés commerciales, autres » que les associations momentanées ou en participation et dont le principal » établissement est en Belgique, s'ils ont dans le ressort du tribunal leur » résidence habituelle et s'ils exercent ou ont exercé leur mandat avec » honneur et distinction pendant cinq années. »

« Les tribunaux de commerce — disait l'Exposé des motifs du Gouver- » nement ⁽³⁾ — doivent être l'émanation de toute la classe commerçante.

(1) Projet de loi, n° 153.

(2) La Section centrale était composée de MM. NERINX, *président*, HUBIN, VERSTEYLEN, WAUVERMANS, MOYERSON, ROYER et GOBLET.

(3) Session 1895-1896, *Doc.* n° 71.

» Pour que cette institution demeure fidèle au caractère de ses origines,
 » il faut que tous les genres de commerce, collectifs aussi bien qu'indi-
 » duels, exercent sur sa constitution leur part d'influence et que les orga-
 » nismes nouveaux, que les transformations sociales font éclore, n'en
 » soient pas privés. »

Le projet de loi de 1896 proposait donc de reconnaître comme électeurs et éligibles, tous ceux qui prenaient une part, si minime fût-elle, à la gestion des sociétés : c'étaient, notamment, tous les administrateurs des sociétés anonymes et coopératives. Et pour justifier l'électorat et l'éligibilité des administrateurs et gérants de sociétés commerciales, sans qu'ils dussent exercer ou avoir exercé le commerce, la Section centrale invoquait :
 « Comme les commerçants, ils participent à la vie commerciale du pays,
 » à son activité économique : il n'existe aucune raison de ne pas les
 » assimiler à ceux qui individuellement exercent la profession de commer-
 » çant. »

Le texte nouveau substitue aux termes « administrateurs et gérants de sociétés commerciales » celui de « représentants légaux des sociétés commerciales ».

L'Exposé des motifs ne s'explique pas sur le motif qui a inspiré ce changement de rédaction, dont les termes ne paraissent pas se trouver en heureuse harmonie avec la doctrine et la jurisprudence qui dominent la matière des sociétés.

Si rien ne devait être changé à la proposition antérieure, le texte ancien serait bien préférable : il énonçait clairement la volonté de désigner *tous* les administrateurs et gérants de sociétés.

Si la pensée est différente, l'expression ne la revêt pas de la nécessaire précision.

Quelle est en effet la portée exacte de ce terme « représentants légaux » ?

On entend par représentant légal celui dont la loi rend l'institution obligatoire pour agir au nom, lieu et place de personnes incapables d'agir elles-mêmes : les mineurs, les interdits, les femmes mariées, les faillis.

Sans doute, les sociétés anonymes — personnes morales, fictions juridiques — sont, bien davantage que les incapables physiques, dans l'impossibilité d'agir : la loi qui institue la personne morale devait la doter d'organes légaux pour lui permettre de manifester l'existence qu'elle venait de lui accorder : Ces organes sont, l'assemblée générale, le conseil d'administration, le collège des commissaires. Ces organes sont formés d'individualités physiques, les administrateurs et les commissaires ⁽¹⁾.

Mais bien que la loi déclare que les sociétés anonymes sont administrées par des « mandataires », il ne paraît pas davantage possible de voir en

(1) Cfr. MICHOUX, *Traité de la personnalité morale*, I, n° 59 à 67^{bis}. — MAHIEU, *Rev. soc. civiles et comm.*, 1912, p. 3.

ceux-ci des représentants légaux de la société que des préposés de celle-ci. Ce sont, individuellement, des membres de l'un des organes qui se confondent avec la société dans une complète unité.

Si la loi les qualifie de mandataires, elle ne leur reconnaît cependant jamais de mandat personnel au regard des associés ou des tiers.

« Ils ne sont pas plus » — écrit Guillery — « les fondés de procuration de la société, que le Collège des bourgmestres et échevins ne l'est d'une Commune ou qu'un ministre ne l'est de son Département » ⁽¹⁾.

Quand la société agit par eux, elle n'agit pas par représentants. « C'est la société elle-même qui agit par la voie la plus directe; c'est sortir de la vérité juridique que de la considérer comme agissant par des tiers », disait M. Pirmez dans la discussion soulevée à propos de l'article 13 de la loi de 1873 ⁽²⁾.

Si la société est « représentée » en justice, c'est non par ses administrateurs individuellement, mais par son conseil d'administration tout entier, comme collège : elle agit « poursuites et diligences de son conseil d'administration composé de MM... ». Ce conseil doit comprendre au moins trois membres.

Isolé, l'administrateur est sans pouvoirs pour représenter la société.

Lorsqu'il se présente seul pour poser un acte au nom de la société, il doit justifier d'une délégation lui conférée soit par les statuts, soit par une délibération prise par ses collègues. C'est alors qu'il a un mandat, qu'il est représentant, mais représentant « conventionnel » et non « légal ». Ailleurs, la personnalité de chacun d'eux, régulièrement convoqués, disparaît devant celle de la société qui l'absorbe : Leur droit d'agir ou de vouloir au nom de la personne morale ne peut produire d'effets que lorsqu'il s'accorde avec la volonté des autres membres ou de la majorité d'entre eux.

Ceci nous amène à rechercher quelles personnes le projet peut avoir en vue lorsqu'il propose d'étendre à leur profit l'électorat et l'éligibilité.

S'il fallait interpréter le terme « représentant légal » par personne physique agissant au nom de la société, ce terme comprendrait aussi bien le liquidateur que les administrateurs. Le liquidateur devrait être considéré comme la représentant au même titre et souvent bien davantage : la société peut être liquidée par les soins d'un seul liquidateur. Le liquidateur pourrait invoquer à son profit la qualification de l'article premier du projet de loi.

Or, il n'apparaît pas qu'une proposition formulée avec une portée aussi large pourrait être admise, que l'on pourrait faire bénéficier des dispositions nouvelles tous ceux qui, à un titre quelconque, prennent part sous le titre d'administrateurs ou de gérants à la direction des sociétés commerciales.

(1) GUILLERY, I, n° 343. — Voir dans même sens NAMUR, I, n° 858. — CORBIAU et NYSENS, I, n° 389. — Civ. Courtrai 29 juin 1909 et Cour Gand 22 février 1911 *Rev. soc. civiles et comm.*, 1912, pp. 9 et 13.

(2) *Comm. leg.*, III, n° 826.

Les administrateurs des sociétés de capitaux posent des actes de nature civile : C'est en vertu d'une disposition exceptionnelle (loi du 25 mars 1876, art. 12) que les tribunaux de commerce connaissent des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce.

C'est à raison de cette considération que l'accès des conseils d'administration n'est pas interdit aux membres du barreau, qui doivent rester éloignés des préoccupations et des pratiques commerciales.

Il est certain qu'il ne peut suffire de l'investiture d'un mandat d'administrateur dans une société anonyme ou coopérative et de discuter, à des intervalles plus ou moins éloignés, les intérêts de la société dans un conseil d'administration pour posséder la science du commerce. Celle-ci suppose le contact et la pratique journaliers des affaires. Nombre de personnes n'acceptent un mandat d'administrateur qu'à raison de leurs intérêts dans la société et aux fins d'être mieux tenus au courant de la marche des affaires, à raison des avantages que leurs relations, leurs conseils d'ordre juridique ou technique peuvent procurer à la société. Ils peuvent être d'excellents administrateurs et seraient de détestables commerçants.

D'autre part, il serait dangereux — alors que la constitution de certaines sociétés peut être faite sans frais, et que celles-ci peuvent désigner des administrateurs en nombre indéterminé — de laisser aux contrats privés le droit de créer à leur gré des électeurs consulaires. Ce serait ouvrir la porte à toutes les fraudes. On fournirait ainsi un moyen facile, à des personnes n'ayant ni les capacités ni les responsabilités du commerce, de s'introduire sur les listes et de disposer d'une majorité étrangère au commerce, écrasant les vrais commerçants.

La Section ne pourrait vous proposer l'adoption d'une disposition qui aurait une telle portée et qui a d'ailleurs fait l'objet de sérieuses protestations lors de l'apparition du projet en 1896.

Le même problème de l'intervention et de la représentation des sociétés dans le fonctionnement des juridictions spéciales s'est posé lors de la discussion de la loi sur les Conseils de prud'hommes. Il semble qu'il conviendrait d'adopter ici une solution correspondante, de mettre en concordance les deux lois.

Les associés en nom collectif, les associés-gérants sous le régime de la commandite simple ou par actions, sont des commerçants. La loi actuelle règle déjà leur situation semble-t-il.

Les seules sociétés dont il faille s'occuper sont les sociétés anonymes, les coopératives, les unions de crédit, — soit les sociétés de capitaux.

L'électorat et l'éligibilité dans les Conseils de prud'hommes a été accordé (art. 11 et 13) à ceux qui par un mandat ou une délégation spéciale sont à la tête de la société pour sa gestion journalière.

C'est à la même formule que la Section centrale vous propose de vous arrêter.

Il sera précisé que l'électorat s'exercera dans les sociétés en nom collectif par chacun des associés, dans les sociétés en commandite simple ou par actions, par chacun des associés commandités. Par voie de disposition expresse, il sera exercé dans les sociétés anonymes, par les personnes placées à la tête de la gestion journalière de l'entreprise : administrateurs délégués, administrateurs-gérants, administrateurs-directeurs. C'est un mandat spécial que la loi leur confèrera, aux frais d'exercer les droits de l'être moral. Il n'y a pas lieu d'y adjoindre les représentants ni les directeurs techniques.

Sans doute il existera de nombreux cas où ces électeurs et ces éligibles ne seront pas des commerçants, ne seront pas *personnellement* justiciables des tribunaux de commerce.

On ne peut dire que l'administrateur délégué d'une société anonyme exerce une profession commerciale ou industrielle; qu'il appartient à un commerce ou à une industrie : il agit pour compte d'autrui. Lorsqu'il exercera le droit, il sera considéré comme votant au nom de la société. Il sera d'ailleurs particulièrement qualifié à raison de ses capacités personnelles. Les commerçants retirés, bien que non-commerçants, sont déjà considérés comme éligibles. La raison en est qu'ils ont conservé l'expérience acquise dans leurs fonctions antérieures. La même raison justifie la capacité des administrateurs en fonctions.

En ce qui concerne l'éligibilité, les administrateurs investis de la gestion journalière, dispensés du cens, devront offrir en échange une garantie particulière : celle de l'exercice des fonctions pendant cinq années au moins. Il serait inadmissible qu'une assemblée générale d'actionnaires puisse conférer l'éligibilité immédiate, en l'absence de toute justification de capacité.

Mais il ne sera pas requis que les fonctions aient été exercées sans discontinuité, dans le même ressort ou à la direction de la même société.

Le projet de loi vise toutes les sociétés commerciales qui ont leur principal établissement en Belgique.

Le terme « commerciales » exclut les sociétés civiles admises à emprunter l'anonymat aux termes de l'article 136 de la loi de 1873, soit les sociétés de mines, minières, carrières, etc.

L'article 129 de la loi sur les sociétés contient la règle que « Toute société dont le principal établissement est en Belgique, est soumise à loi belge », c'est ici que nous trouvons le principe qui régit le droit de personnalité, ou d'individualité juridique des sociétés, énoncé dans l'article 2, § final de la même loi, et que l'on exprime trop souvent comme étant celui de « nationalité » des sociétés.

Qu'entend-on, et comment déterminera-t-on le principal établissement, qui fera considérer la société comme devant son existence exclusivement à la volonté de notre loi nationale, comme dépourvue de toute existence si elle ne s'est point conformée à celles des dispositions légales prescrites à peine de nullité.

Dans une première opinion, l'on doit considérer aux fins de cette détermination l'exploitation matérielle, s'attacher au siège où s'accomplissent les opérations techniques et industrielles de la société; le lieu où l'usine est construite, mise en activité, le commerce exercé.

Dans un autre système, l'on s'attache au siège administratif, qui se confond ordinairement avec le lieu de domicile de la société, autrement dit le siège social : c'est « l'endroit où, par l'installation de leur action directrice, les sociétés doivent être considérées comme ayant fixé le centre, le cœur et le cerveau de leur organisation sociale, là où se tient la haute direction, où se réunissent conseils d'administration et assemblées générales, où se centralisent archives, comptabilité et documents sociaux ⁽¹⁾ ».

C'est en ce sens que la jurisprudence paraît aujourd'hui d'accord pour attribuer le caractère et les effets du principal établissement, au principal établissement administratif, — soit donc régulièrement à l'endroit du siège social, — et pour interpréter les articles 128 et 129 de la loi sur les sociétés.

Peu importe que la société ait été ou non constituée sous la forme d'une société étrangère et qu'un siège social ait été indiqué à l'étranger, si la réalité ne concorde pas avec l'écriture. Peu importe que, constituée sous la forme des sociétés belges, elle ait tous ses sièges d'opérations à l'étranger : C'est une question où le fait domine.

Il en est des sociétés comme des personnes physiques.

Le principal établissement d'un citoyen n'est pas toujours son principal établissement commercial ou industriel, — celui-ci fût-il l'unique source de sa fortune, — ni son domicile déclaré, mais le lieu où il vit lui-même, où il établit le centre de ses relations, d'où il dirige en réalité les bureaux ou l'usine, c'est l'endroit, siège prédominant de son activité : c'est le juge du domicile véritable du commerçant qui est compétent pour prononcer sa faillite (*C. com.*, 440).

Ce principe a reçu une nouvelle consécration dans la loi du 31 mars 1900 approuvant la Convention franco-belge sur la compétence judiciaire, lorsqu'il est énoncé que le tribunal du siège *social* des sociétés commerciales est seul compétent pour déclarer la faillite (art. 8, § 1).

L'article premier de la loi budgétaire du 30 décembre 1908 a réagi contre l'interprétation que l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 24 juillet 1908 avait donnée au terme principal établissement, et précisé qu'il faut, au regard du fisc, considérer comme principal établissement « le siège où se concentre l'individualité juridique de la société, où s'exercent l'impulsion génératrice et le contrôle supérieur, où s'encaissent les bénéfices et où se réunissent les actionnaires ». (Circul. min. finances n° 2893, du 14 janvier 1909.)

Il en résulte donc que la disposition nouvelle pourra s'appliquer à des administrateurs de sociétés constituées sous la forme étrangère ou ayant

(1) Cour Brux., 27 mars 1912. *Rev. soc.*, 1912, p. 311. Voir, dans le même sens, *Rev. prat. soc.*, 1905, n° 1647; 1907, nos 1771-1881; 1908, n° 1910; 1911, n° 2183 et *jurisp. franç.* 1910, nos 2093 et 2036, 1911, n° 2184.

tous leurs établissements industriels à l'étranger, si ces administrateurs exercent réellement leurs fonctions de direction et manifestent leur activité commerciale en Belgique.

Il n'y aurait d'ailleurs aucune bonne raison pour en décider autrement : la société que ces électeurs dirigent est justiciable de nos tribunaux : la capacité du juge est basée non sur le lieu où il exerce ou a exercé son commerce, mais sur ses connaissances générales des principes et des pratiques du commerce.

*
* *

A côté des conditions de résidence, et d'un exercice des fonctions pendant une période de cinq années — qui ne devra pas nécessairement être fournie dans la même société ni sans interruption et qui ne diffère en rien de celle imposée aux autres éligibles — le projet de loi reproduit la condition « d'honneur et distinction ».

Déjà en 1896, deux sections avaient demandé pourquoi le projet exigeait que le commerçant, pour être éligible, doive exercer ou avoir exercé sa profession « avec honneur et distinction ».

La même question a été renouvelée par une de vos sections.

Ces expressions qui se retrouvent dans l'article 35 de la loi du 18 juin 1869 sont empruntées à l'article 620 ancien du Code de commerce.

« Cette condition, écrit *Dalloz*, paraît indéfinie et vague; cependant elle a une vraie portée légale; ainsi il serait permis d'attaquer, dans les limites tracées plus loin, l'élection d'un juge qui aurait subi une condamnation entachant sa loyauté commerciale, ou qui aurait fait faillite ou ne serait pas réhabilité. »

L'article 52 du projet du Gouvernement, déposé en 1896, attribuait au Gouverneur de la province, aux électeurs et aux tiers intéressés le droit de faire annuler l'élection pour irrégularité grave. Cette faculté existe dans l'article 52 de la loi de 1869 (loi du 30 juillet 1884, art. 3, n° 2).

Le rapport de 1906 l'invoquait comme étant la sanction de l'article 35 : « La haute magistrature appréciera — constatait-il — si les commerçants échus n'ont encouru aucune déchéance qui doivent les écarter des rangs des magistrats consulaires. »

L'on discute si l'article 54 de la loi d'organisation judiciaire, qui prévoit que « les membres des tribunaux de commerce sont institués par le Roi », ne suffirait pas pour écarter du siège ceux qui n'en seraient pas dignes.

La Section n'a pas trouvé de raisons suffisantes pour supprimer un aversissement qui, fort heureusement, a apparu jusqu'ici comme surabondant.

Cette suppression n'aurait eu d'autres conséquences que de fournir matière à fâcheux commentaires.

*
* *

La Section centrale se rallie sans réserves aux autres dispositions, relatives à la durée des mandats.

Elles s'inspirent des vœux exprimés par MM. les présidents des tribunaux de commerce de Belgique, réunis en assemblée générale. Leur président, l'honorable M. V. Delbrassine, dans son rapport sur les travaux du tribunal de Bruxelles, pendant l'année 1911, a exposé en excellents termes les motifs qui justifient cette réforme :

Actuellement, les juges consulaires — surtout dans les tribunaux importants — doivent quitter le siège pendant une année au moins, après qu'ils ont fait leur apprentissage, c'est-à-dire après deux, trois ou quatre ans de suppléance, après qu'ils ont remplis les fonctions de juges effectifs, pendant deux ans, donc, après quatre, cinq ou six ans, au moment même où, par suite d'une compréhension plus exacte, ils s'intéressent davantage à leurs fonctions dont ils comprennent mieux toute l'élévation d'esprit, et ont acquis une compétence indiscutable.

En France, où l'organisation des tribunaux de commerce est identique à la nôtre, mais où le juge suppléant passe quatre années au moins avant d'être appelé aux fonctions de juge effectif (où, par conséquent, il exerce ses fonctions pendant plus de six ans avant d'être soumis à la loi qui l'oblige à quitter le tribunal pendant un an), le paragraphe premier de l'article 623 du code a été modifié : l'article 13 de la loi du 8 décembre 1883 a été abrogé, le mandat du juge consulaire a été prolongé par une loi nouvelle, et le législateur français s'est rallié aux justes observations qui lui ont été présentées par les autorités commerciales françaises.

Ces dispositions permettront de conserver plus longtemps au siège, sans une interruption de mandat, que les justiciables — non moins que les collègues du magistrat atteint — sont bien souvent obligés de déplorer, des juges dont l'expérience a augmenté les autres qualités.

Les sorties de charge trop fréquentes n'apportent aucun des résultats que l'on avait invoqués pour justifier cette mesure. Si le juge est apte à remplir la mission qui lui est confiée par le corps électoral, s'il remplit convenablement sa mission, s'il accepte le renouvellement de son mandat, l'interruption ne se justifie pas. Si le juge est incapable de rendre les services que l'on attend de lui, on ne le représentera pas, car, dans le projet qui vous est soumis, les présidents, vice-présidents, juges et juges suppléants sont sujets à réélection tous les deux ans. Seule l'interruption d'une année imposée aux juges après deux ans de judicature et après quatre ans de judicature aux présidents et vice-présidents est abolie. Elles entraînent souvent de graves entraves, notamment dans la surveillance des concordats.

La procédure en matière de concordat est toujours délicate ; elle est souvent longue et ardue ; il n'est pas exceptionnel que des années soient nécessaires.

Pendant toute cette durée, le juge doit exercer un contrôle permanent, se rendre chez le concordataire, examiner les livres, vérifier les quittances de paiement, s'assurer si aucun créancier n'a été privilégié, s'occuper d'une manière constante des intérêts de la masse créancière.

Pour ces seuls motifs, la présence du juge en service sans interruption est d'une utilité incontestable.

*
* *

Un membre de la Section centrale — reprenant le vœu formulé dans une des sections — a préconisé l'admission des femmes à l'électorat consulaire. Il a invoqué le précédent consacré par la loi sur les Conseils de prud'hommes et a constaté les heureux résultats de cette mesure de justice.

La loi reconnaît la femme commerçante. Elle est justiciable des tribunaux de commerce. Pourquoi serait-elle déclarée incapable ou indigne de participer à la désignation des juges?

Ces arguments n'ont pas paru suffisamment convaincants à la majorité pour justifier cette innovation : on a invoqué cette raison qu'il serait difficile de refuser à la femme le droit à l'éligibilité si elle jouissait de l'électorat — et que la réforme apparaissait ainsi comme trop considérable.

La Section centrale a donc repoussé l'introduction d'un amendement en ce sens.

*
* *

La Section vous propose, à l'unanimité, l'adoption du projet de loi.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
NERINCX.

Dispositions en vigueur.

Bestaande wetsbepalingen.

ART. 35 de la loi du 18 juin 1869.

ART. 35 der wet van 18 Juni 1869.

Tout commerçant ou tout ancien commerçant peut être nommé juge ou juge suppléant, s'il est âgé de 25 ans accomplis et s'il exerce ou a exercé le commerce avec honneur et distinction pendant cinq ans.

Elke koopman of elke gewezen koopman kan rechter of plaatsvervangend rechter worden benoemd, indien hij den vollen leeftijd van 25 jaar heeft bereikt en indien hij met eer en onderscheiding handel drijft of heeft gedreven gedurende vijf jaar.

Le président et le vice-président doivent être âgés de 27 ans accomplis et ne peuvent être choisis que parmi les juges et les anciens juges.

De voorzitter en de ondervoorzitter moeten den vollen leeftijd van 27 jaar hebben bereikt en mogen alleen onder de rechters en de gewezen rechters worden verkozen.

Texte proposé par le Gouvernement.

ARTICLE PREMIER.

L'article 35 de la loi du 18 juin 1869 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« ART. 35. — Sont éligibles aux fonctions de juge ou de juge suppléant :

» 1° Les commerçants ou anciens commerçants âgés de 25 ans accomplis ayant dans le ressort du tribunal leur résidence habituelle et qui exercent ou ont exercé le commerce avec honneur et distinction pendant cinq ans au moins ;

» 2° Les représentants légaux et anciens représentants légaux des sociétés commerciales dont le principal établissement est en Belgique, s'ils sont âgés de 25 ans accomplis, s'ils ont dans le ressort du tribunal leur résidence habituelle et s'ils exercent ou ont exercé leur mandat avec honneur et distinction pendant cinq ans.

» Pour pouvoir être élu président ou vice-président, il faut être âgé de 27 ans accomplis et exercer ou avoir exercé les fonctions de juge. »

Tekst, door de Regeering voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 35 der wet van 18 Juni 1869 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 35. — Zijn verkiesbaar tot het ambt van rechter of plaatsvervangend rechter :

» 1° De kooplieden of oud-kooplieden die den vollen leeftijd van 25 jaar hebben bereikt, hun gewoon verblijf binnen het rechtsgebied der rechtbank bezitten en die met eer en onderscheiding handel drijven of gedreven hebben gedurende ten minste vijf jaar ;

» 2° De wettige vertegenwoordigers en gewezen wettige vertegenwoordigers der vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, indien zij den vollen leeftijd van 25 jaar hebben bereikt, hun gewoon verblijf binnen het rechtsgebied der rechtbank bezitten, en indien zij met eer en onderscheiding hun mandaat waarnemen of hebben waargenomen gedurende vijf jaar.

» Om tot voorzitter of tot ondervoorzitter te kunnen verkozen worden, moet men den leeftijd van 27 jaar hebben bereikt en het ambt van rechter bekleeden of bekleed hebben. »

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

2° Les administrateurs ou anciens administrateurs de sociétés anonymes, de sociétés coopératives ou d'unions de crédit, dont le principal établissement est en Belgique, s'ils sont âgés de 25 ans accomplis, s'ils ont dans le ressort du tribunal leur résidence habituelle, s'ils sont ou ont été placés à la tête de la gestion journalière de l'entreprise en qualité d'administrateur délégué, gérant, directeur ou à un titre analogue, et ont exercé ces fonctions avec honneur et distinction pendant cinq ans au moins.

2° De beheerders of gewezen beheerders van naamloze vennootschappen, van samenwerkende vennootschappen of van kredietverenigingen, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, indien zij den vollen leeftijd van 25 jaar hebben bereikt, hun gewoon verblijf binnen het gebied der rechtbank bezitten, de dagelijksche leiding van de onderneming hebben of hadden als beheerder-gemachtigde, zaakvoeder, bestuurder of in eene soortgelijke hoedanigheid, en die met eer en onderscheiding dit mandaat hebben waargenomen gedurende ten minste vijf jaar.

Dispositions en vigueur.

ART. 36 de la loi du 18 juin 1869
modifié par la loi
du 19 mai 1898, art. 1.

Dans les communes appartenant au ressort d'un tribunal de commerce, le collège des bourgmestre et échevins dresse à partir du 1^{er} mai de chaque année une liste de tous les commerçants payant au trésor de l'État, du chef de la patente, la somme de 20 francs et figurant, s'ils sont Belges de naissance ou ont obtenu la grande naturalisation, parmi les électeurs pour la Chambre des représentants ou, s'ils ont obtenu la naturalisation ordinaire, parmi les électeurs communaux.

Cette liste est envoyée au gouverneur de la province avant le 15 juin.

Bestaande wetsbepalingen.

ART. 36 der wet van 18 Juni 1869,
gewijzigd door de wet
van 19 Mei 1898, art. 1.

In de gemeenten behoorende tot het gebied eener rechtbank van koophandel wordt, te beginnen met 1 Mei van ieder jaar, door het college van burgemeester en schepenen opgemaakt eene lijst van al de handelaars die aan 's Rijks Schatkist, uit hoofde van patent, de som van 20 frank betalen en voorkomen, zoo zij Belg van geboorte zijn of de groote naturalisatie hebben verkregen, onder de kiezers voor de Kamer van volksvertegenwoordigers, of, zoo zij de kleine naturalisatie hebben verkregen, onder de gemeentekiezers.

Die lijst wordt aan den gouverneur der provincie gezonden vóór 15 Juni.

Texte proposé par le Gouvernement.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 36 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1898; elle en formera le paragraphe deuxième :

« Seront également portés sur cette liste, indépendamment de toute condition de cens, les représentants légaux des sociétés commerciales dont le principal établissement est en Belgique, s'ils réunissent les autres conditions prévues par le paragraphe précédent. »

Tekst, door de Regeering voorgesteld.

ART. 2.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 36 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 1 der wet van 19 Mei 1898, waarvan zij het tweede lid wordt :

« Worden insgelijks op die lijst gebracht, buiten alle cijnsvoorwaarden, de wettige vertegenwoordigers der vennootschappen van koophandel wier hoofdzetel in België is gevestigd, indien zij voldoen aan de overige voorwaarden, bij het voorgaande lid voorzien. »

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 36 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1898 :

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 36 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 1 der wet van 19 Mei 1893 :

Les sociétés commerciales dont le principal établissement est en Belgique sont représentées au point de vue du droit à l'électorat :

De vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, worden, ten aanzien van de kiesbevoegdheid, vertegenwoordigd :

1^o S'il s'agit d'une société en nom collectif, par chacun des associés ;

1^o Indien het eene vennootschap onder een gemeenschappelijken naam geldt, door elk der vennooten ;

2^o S'il s'agit d'une société en commandite, par chacun des associés commandités ;

2^o Indien het eene commanditaire vennootschap geldt, door elk der gecommanditeerde vennooten ;

3^o S'il s'agit de sociétés anonymes, de sociétés coopératives ou d'unions de crédit, par ceux des administrateurs qui, en qualité d'administrateur délégué, gérant, directeur ou à un titre analogue sont placés à la tête de la gestion journalière de l'entreprise.

3^o Indien het naamlooze vennootschappen, samenwerkende vennootschappen of kredietvereenigingen geldt, door degenen der beheerders die, als gemachtigde beheerder, zaakvoeder, bestuurder of in eene soortgelijke hoedanigheid, de leiding hebben van het dagelijksch bekeer der onderneming.

Ces représentants seront portés sur la liste indépendamment de toute condition de cens, s'ils réunissent les autres conditions prévues par le paragraphe 1^{er} du présent article.

Die vertegenwoordigers worden op de lijst gebracht, buiten alle cijnsvoorwaarden, indien zij voldoen aan de overige voorwaarden, bij het 1^{ste} lid van dit artikel voorzien.

Dispositions en vigueur.

Bestaande wetsbepalingen.

ART. 56 de la loi du 18 juin 1869.

ART. 56 der wet van 18 Juni 1869.

Les membres des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans.

Le président et le vice-président sont rééligibles pour un second terme de deux années. Ils ne peuvent ensuite être réélus, même comme suppléants, qu'après un an d'intervalle.

Les juges effectifs ne peuvent être réélus, comme juges ou juges suppléants, qu'après le même intervalle.

De leden der rechtbanken van koop-handel worden gekozen voor twee jaar.

De voorzitter en de ondervoorzitter zijn herkiesbaar voor een tweede termijn van twee jaar. Vervolgens mogen zij niet worden herkozen, zelfs als plaatsvervangers, tenzij na een tusschentijd van vijf jaar.

De werkelijke rechters mogen niet worden herkozen, als rechters of plaatsvervangers, tenzij na denzelfden tusschentijd.

Texte proposé par le Gouvernement.

ART. 3.

L'article 56 de la loi du 18 juin 1869 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« ART. 56. — Les membres des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans.

» Les présidents, vice-présidents et juges effectifs sortant d'exercice après deux années ou après avoir achevé le terme de leur prédécesseur, pourront être réélus sans interruption pour deux autres périodes de deux années chacune. Ces trois périodes expirées, ils ne seront rééligibles, même comme suppléants, qu'après un an d'intervalle. Toutefois les présidents et vice-présidents, quel que soit au moment de leur élection le nombre de leurs années de judicature comme juges effectifs, pourront toujours être élus pour deux années à l'expiration desquelles ils pourront être réélus pour deux autres périodes de deux années chacune.

Tekst, door de Regeering voorgesteld.

ART. 3.

Artikel 56 der wet van 18 Juni 1869 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 56. — De leden der rechtbanken van koophandel worden gekozen voor twee jaar.

» De voorzitters, de ondervoorzitters en de werkelijke rechters, die aftreden na twee jaar of na den termijn van hun voorganger te hebben uitgedaan, kunnen, zonder onderbreking, worden herkozen voor twee verdere termijnen, elk van twee jaar. Na afloop van deze drie termijnen, zijn zij, zelfs als plaatsvervangers, eerst herkiesbaar één jaar nadien. Echter kunnen de voorzitters en de ondervoorzitters, hoe groot ook, bij hunne verkiezing, het getal jaren weze gedurende hetwelk zij het ambt van werkelijk rechter hebben bekleed, altijd voor twee jaar gekozen worden, na afloop waarvan zij voor twee verdere termijnen, elk van twee jaar, kunnen worden herkozen. »

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 3.

ART. 3.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MAART 1913.

Ontwerp van wet tot wijziging van de artikelen 35, 36 en 56 der wet
op de rechterlijke inrichting (¹).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (²) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Het u voorgelegd wetsontwerp is, in de voornaamste van zijne bepalingen, de herhaling van het voorstel betreffende de verkiezingen voor de rechtbanken van koophandel, dat den 21^{en} Januari 1896 werd ingediend en toen in het eerste artikel was uitgedrukt :

« EERSTE ARTIKEL. — Zijn verkiesbaar tot het ambt van rechter of plaatsvervangend rechter :

» 1^o
» 2^o De beheerders en zaakvoerders der vennootschappen van koophandel, andere dan tijdelijke of op deelhebbing berustende vereenigingen en waarvan de hoofdzetel in België gevestigd is, indien zij hun gewoon verblijf binnen het gebied der rechtbank hebben en indien zij met eer en onderscheiding hun last waarnemen of hebben waargenomen gedurende vijf jaar. »

« De rechtbanken van koophandel — zegde de Memorie van Toelichting (³) — behooren te zijn de uiting van gansch den handeldrijvenden

(¹) Ontwerp van wet, n^o 153.

(²) De Middenafdeeling bestond uit de heeren NERINX, voorzitter, HUBIN, VERSTEVLEN, WAUWERMANS, MOYERSOEN, ROYER en GOBLET.

(³) Zittingsjaar 1895-1896, Stuk n^o 74.

» stand. Opdat deze instelling het kenmerk van haren oorsprong trouw
 » behoude, moeten alle soorten van koophandel, zoowel gemeenschappe-
 » lijken als individueelen, elk voor zijn deel op hun samenstelling invloed
 » uitoefenen en mogen de nieuwere instellingen, ontstaan uit maatschappe-
 » lijke vervormingen, daarvan niet verstoken blijven. »

Zij, die om 't even welk gering aandeel hadden in het beheer van vennootschappen, met name al de beheerders van naamlooze en samenwerkende vennootschappen wilde het wetsontwerp van 1896 dus aannemen als kiezer en verkiesbaar.

En om de kiesbevoegdheid en de verkiesbaarheid der beheerders en zaakvoerders van vennootschappen van koophandel te billijken, zelfs zonder dat zij handel moeten drijven of gedreven hebben, voerde de Middenafdeeling aan : « Evenals de handelaars, nemen zij deel aan 's lands
 » handelsleven, aan zijne bedrijvigheid op economisch gebied : er bestaat
 » niet de minste reden om ze niet gelijk te stellen met hen die het beroep
 » van handelaar persoonlijk uitoefenen. »

In den nieuwen tekst worden de woorden : « beheerders en zaakvoerders van vennootschappen van koophandel » vervangen door de woorden : « wettige vertegenwoordigers der vennootschappen van koophandel ».

In de Memorie van Toelichting wordt de reden niet verklaard van deze tekstverandering, waarvan de bewoordingen schijnen niet goed overeen te stemmen met de rechtsleer en de rechtspraak welke voor de vennootschappen van kracht zijn.

Moest er geen wijziging worden gebracht in het vroegere voorstel, dan ware het veel beter, den vroegeren tekst te handhaven : hij gaf duidelijk blijk van den wil om *al* de beheerders en zaakvoerders van vennootschappen aan te wijzen.

Is de bedoeling eene andere, dan is zij niet duidelijk genoeg uitgedrukt.

Wat is eigenlijk de juiste beteekenis van de uitdrukking : « wettige vertegenwoordigers » ?

Door wettigen vertegenwoordiger verstaat men hem die krachtens de wet noodzakelijkerwijs moet aangesteld worden om te handelen namens en in de plaats van onbevoegde personen : minderjarigen, in interdictie gestelden, gehuwde vrouwen, gefailleerden.

Ongetwijfeld zijn naamlooze vennootschappen — zedelijke personen, juridische fictiën — veel minder dan lichamelijk onbevoegden in staat te handelen : de wet, die den zedelijken persoon instelt, moest hem wettelijke organen verschaffen tot uiting van het hem verstrekte bestaan. Deze organen zijn de algemeene vergadering, de beheerraad, het college van commissarissen. Die organen bestaan uit lichamelijke personen, de beheerders en de commissarissen ⁽¹⁾.

(1) Cfr. MICHOUX, *Traité de la personnalité morale*, I, n^o 59 tot 67^{bis}. — MAHIEU, *Rev. soc. civiles et com.*, 1912, bl. 3.

Doch, ofschoon de wet zegt dat de naamlooze vennootschappen worden beheerd door « gevolmachtigden », schijnt het evenmin mogelijk dezen te beschouwen als wettige vertegenwoordigers van de vennootschap als wel de aangestelden van deze vennootschap. Persoonlijk zijn zij leden van een der organen die met de vennootschap een volledige eenheid uitmaken.

Heet de wet hen gevolmachtigden, toch kent zij hun nooit een persoonlijk mandaat toe ten aanzien van de deelgenooten of van derden.

« Zij zijn evenmin » — schrijft Guillery — « de gevolmachtigden van de vennootschap als het College van burgemeester en schepenen het is van eene gemeente of een minister van zijn Departement » ⁽¹⁾.

Handelt de vennootschap door hun toedoen, dan handelt zij niet door vertegenwoordigers. « De vennootschap zelf handelt op de meest rechtstreeksche wijze; moest men ze beschouwen als handelende door het toedoen van derden, dan zou men de juridische waarheid ontkennen ». Zóó sprak de heer Pirmez bij de behandeling van artikel 13 der wet van 1873 ⁽²⁾.

Wordt de vennootschap « vertegenwoordigd » voor de rechtbanken, dan is het niet door hare beheerders persoonlijk, maar wel door haren ganschen beheerraad, als college : zij handelt « op vervolg en benaarstiging van haren beheerraad, bestaande uit de heeren... » Deze raad moet ten minste drie leden bevatten.

Is hij alleen, dan is de beheerder onbevoegd om de vennootschap te vertegenwoordigen.

Treedt hij afzonderlijk op om te handelen namens de vennootschap, dan moet hij bewijs leveren van eene opdracht, hem gegeven krachtens de statuten of door eene beslissing van zijne collega's. Dan eerst heeft hij een mandaat; dan eerst is hij vertegenwoordiger, doch een « conventioneele », niet een « wettige » vertegenwoordiger. Wijders verdwijnt de persoon van elk hunner regelmatig opgeroepen tegenover dien van de vennootschap die hem insluit : Hun recht om te handelen of te willen namens den zedelijken persoon kan slechts uitwerking hebben wanneer het overeenstemt met den wil van de overige leden of van het meerendeel hunner.

Zóó worden wij er toe gebracht, na te gaan welke personen het ontwerp kan bedoelen, waar het de uitbreiding van de kiesbevoegdheid en verkiesbaarheid te hunnen bate voorstelt.

Moest men door « wettigen vertegenwoordiger » verstaan den physischen persoon, handelend namens de vennootschap, dan zou dit zoowel de vereffenaar als de beheerders zijn. De vereffenaar zou om dezelfde reden en soms veel meer moeten aangezien worden als vertegenwoordiger van de

⁽¹⁾ GUILLERY, I, n° 345. — Zie in denzelfden zin NAMUR, I, n° 835. — CORBIAU en NYSSENS, I, n° 359. — Burg. Rechth. Kortrijk, 29 Juni 1909, en Hof te Gent, 22 Februari 1911, *Rev. soc. civiles et com.*, 1912, bl. 9 en 13.

⁽²⁾ *Comm. lég.*, III, n° 526.

vennootschap, want de vennootschap kan worden vereffend door een enkelen vereffenaar. De vereffenaar zou de bewoordingen van het eerste artikel van het wetsontwerp te zijnen bate kunnen invoeren.

Het blijkt echter niet dat een voorstel met zulke ruime bedoeling zou kunnen aangenomen worden, dat men het voordeel van de nieuwe bepalingen zou kunnen doen genieten door al degenen die, ten welken titel ook, onder den naam van beheerder of zaakvoerder deelnemen aan het bestuur der vennootschappen van koophandel.

De beheerders van kapitaalsmaatschappijen verrichten handelingen van burgerrechtelijken aard. Krachtens eene uitzonderlijke bepaling (wet van 25 Maart 1876, art. 12) nemen de rechtbanken van koophandel kennis van de geschillen tusschen vennoten of tusschen beheerders en vennoten, wegens eene vennootschap van koophandel.

't Is om deze reden dat het aan de leden der balie niet verboden is, deel uit te maken van beheerraden, ofschoon zij aan handelsbezorgdheid en handelspraktijken moeten vreemd blijven.

Stellig kan het, om bedeed te zijn met de handelswetenschap, niet volstaan dat men een mandaat van beheerder eener naamlooze of samenwerkende vennootschap bekleedt en op min of meer verwijderde tijdstippen in een beheerraad beraadslaagt over de belangen van de vennootschap. Die wetenschap onderstelt eene dagelijksche aanraking met en eene dagelijksche beoefening van den handel. Tal van personen aanvaarden eene plaats van beheerder, alleen omdat zij belangen in de vennootschap hebben en ten einde beter op de hoogte van de zaken te zijn, wegens de voordeelen die hunne betrekkingen, hunne juridische of technische raadgevingen aan de vennootschap kunnen bezorgen. Zij kunnen uitnemende beheerders, doch zouden doorslechte handelaars zijn.

Anderdeels ware het gevaarlijk — terwijl sommige vennootschappen zonder kosten kunnen opgericht worden en een onbepaald getal beheerders kunnen aanstellen —, aan private overeenkomsten het recht over te laten om naar willekeur nieuwe kiezers voor de rechtbanken van koophandel in 't leven te roepen. Zoodoende zou men de deur openzetten voor allerhande bedrog. Zóó zou men aan personen, die noch de bekwaamheid voor den handel noch de verantwoordelijkheid er van hebben, een gemakkelijk middel aan de hand doen om zich op de lijsten te doen inschrijven en te beschikken over eene meerderheid welke met den handel niets gemeens heeft en de echte handelaars zou overvleugelen.

De Middenafdeeling kan u niet voorstellen, eene bepaling aan te nemen, welke dergelijke strekking zou hebben en waartegen reeds ernstig verzet ontstond toen het ontwerp in 1896 werd ingediend.

Hetzelfde vraagstuk van de tusschenkomst en van de vertegenwoordiging der vennootschappen in de werking van de bijzondere rechtbanken kwam te berde bij de behandeling van de wet op de Werkrechtersraden. Naar het voorkomt, behooft men thans eene daarmee overeenkomende oplossing aan te nemen en beide wetten te doen overeenstemmen.

De vennooten onder eenen gemeenschappelijken naam, de vennooten-zaakvoerders onder het stelsel van de eenvoudige commandiet of van de commandiet met aandeelen zijn handelaars. Het schijnt dat hun toestand reeds geregeld is door de bestaande wet.

De eenige vennootschappen, waarmede men zich dient in te laten, zijn de naamlooze vennootschappen, de samenwerkende maatschappijen, de kredietvereenigingen, — dus de kapitaalsmaatschappijen.

Kiesbevoegdheid en verkiesbaarheid voor de Werkrechtersraden werd verleend (art. 11 en 13) aan hen die door een mandaat of eene bijzondere opdracht aan 't hoofd der vennootschap staan voor haar dagelijksch beheer.

De Middenafdeeling stelt u voor, dezelfde formule aan te nemen.

Door eene uitdrukkelijke bepaling zal worden omschreven dat in de vennootschappen onder eenen gemeenschappelijken naam het kiesrecht wordt uitgeoefend door elken vennoot, in de vennootschappen bij wijze van enkele geldschieting of bij wijze van geldschieting met aandeelen door elken gecommanditeerden vennoot. In de naamlooze vennootschappen zal dit recht worden uitgeoefend door de personen die aan 't hoofd van het dagelijksch beheer der onderneming staan : beheerders-gemachtigden, beheerders-zaakvoerders, beheerders-bestuurders. 't Is een bijzonder mandaat, hun bij de wet toegekend om de rechten van het zedelijk wezen uit te oefenen. Er bestaat geen reden om de vertegenwoordigers of de technische bestuurders er aan toe te voegen.

Voorzeker zullen in menig geval die kiezers en die verkiesbaren geen handelaars zijn, niet *persoonlijk* onder het gebied der rechtbanken van koophandel staan.

Er kan niet worden gezegd dat de beheerder-gemachtigde van eene naamlooze vennootschap een handels- of nijverheidsberoep uitoefent; dat hij behoort tot een handel of eene nijverheid : hij handelt voor een andermans rekening. Wanneer hij het recht zal uitoefenen, zal hij worden beschouwd als stemmend namens de vennootschap. Overigens zal hij inzonderheid bevoegd zijn wegens zijne persoonlijke bekwaamheid. Gewezen handelaars, ofschoon niet handelaars, worden nu reeds beschouwd als verkiesbaar. De reden hiervan is, dat zij nog de ervaring bezitten, door hen opgedaan in hun vroeger beroep. Dezelfde reden wettigt de bevoegdheid van de in dienst zijnde beheerders.

In zake van verkiesbaarheid, behoeven de beheerders, bekleed met het dagelijksch beheer, ontslagen van den cijns, in ruiling daarvan een bijzonderen waarborg te leveren : zij moeten ten minste vijf jaren hun mandaat waarnemen of waargenomen hebben. Het ware niet aan te nemen dat eene algemeene vergadering van aandeelhouders de onmiddellijke verkiesbaarheid zou kunnen toekennen, indien er geen bewijs van bekwaamheid is geleverd.

Doch het wordt niet vereischt dat het ambt onafgebroken werd vervuld binnen hetzelfde gebied of bij het beheer van dezelfde vennootschap.

Het wetsontwerp bedoelt al de vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd.

De benaming « vennootschappen van koophandel » sluit de burgerlijke vennootschappen uit, welke volgens artikel 136 der wet van 1873 den naamloozen vorm mogen aannemen, als daar zijn vennootschappen voor mijnen, graverijen, groeven, enz.

Artikel 129 der wet op de vennootschappen bepaalt dat « elke vennootschap, waarvan de hoofdzetel gevestigd is in België, aan de Belgische wet is onderworpen ». In deze bepaling komt het beginsel voor, dat de rechtspersoonlijkheid der vennootschappen, waarvan sprake is in de slotalinea van artikel 2 derzelfde wet, regelt en te dikwijls wordt uitgedrukt als zijnde dit van de « nationaliteit » der vennootschappen.

Wat verstaat men door hoofdzetel en hoe zal men den hoofdzetel bepalen, krachtens welken de vennootschap zal worden geacht haar bestaan verschuldigd te zijn uitsluitend aan den wil van onze landswet en hoege-naamd niet te bestaan indien zij de wettelijke bepalingen, welke zijn voorgeschreven op straffe van nietigheid, niet naleefde?

Volgens sommigen dient men, om den hoofdzetel te bepalen, in aanmerking te nemen de stoffelijke onderneming, de plaats waar de technische en industriele verrichtingen der vennootschap geschieden, de plaats waar de fabriek is opgericht en werkt, waar de handel wordt gedreven.

Volgens anderen is het de zetel van het beheer, doorgaans dezelfde als die waar de vennootschap haar domicilie heeft, met andere woorden : de maatschappelijke zetel : het is « de plaats waar, door de vestiging van hare besturende werking, de vennootschappen moeten beschouwd worden als hebbende het middelpunt, het hart en het hoofd van hare maatschappelijke inrichting gevestigd, daar waar het hooger bestuur zich ophoudt, waar de raad van beheer vergadert en de openbare vergaderingen worden gehouden, waar archief, boekhouding en maatschappelijke stukken vereenigd zijn ⁽¹⁾.

In dezen zin schijnt de rechtspraak thans het kenmerk en de gevolgen van den hoofdzetel eenparig toe te kennen aan de voornaamste vestiging van het beheer — dus geregeld de plaats van den maatschappelijken zetel, — en ter verklaring van de artikelen 128 en 129 der wet op de vennootschappen.

? Komt er weinig op aan, of de vennootschap al dan niet werd opgericht onder den vorm van eene buitenlandsche vennootschap en of er een maatschappelijke zetel in den vreemde is aangeduid, zoo de wezenlijkheid niet overeenstemt met het geschrevene. Het doet weinig ter zake of zij, onder den vorm van de Belgische vennootschappen opgericht zijnde, al hare

(1) Hof Brussel, 27 Maart 1912. *Rev. soc.*, 1912, bl. 311. Zie in denzelfden zin, *Rev. prat. soc.* 1905, n^o 1647; 1907, n^o 1774-1881; 1908, n^o 1910; 1911, n^o 2183, en rechtspraak der Fransche rechtbanken 1910, n^o 2098 en 2036; 1911, n^o 2184.

werkingszetels in vreemde landen heeft. In deze hebben de feiten de overhand.

Met vennootschappen is het gesteld als met physische personen.

Het hoofdverblijf van een ingezetene is niet steeds zijne voornaamste handels- of nijverheidsinrichting, al ware deze de eenige bron van zijn vermogen, noch zijn aangegeven woonplaats, doch wel de plaats waar hij zelf leeft, waar hij het middelpunt van zijne betrekkingen vestigt, van waar hij de kantoren of de fabriek werkelijk bestuurt, de plaats waar zijne bedrijvigheid zich vooral uit : 't is de rechter van de werkelijke *woonplaats* des handelaars, die bevoegd is om zijn faillissement uit te spreken (*W. v. K.*, 440).

Dit beginsel werd opnieuw bevestigd in de wet van 31 Maart 1900, houdende goedkeuring van de Fransch-Belgische Overeenkomst over de rechtsbevoegdheid, waar wordt gezegd, dat alleen de rechtbank van den *maatschappelijken* zetel der vennootschappen van koophandel bevoegd is om het faillissement uit te spreken (art. 8, § 1).

Het eerste artikel der begrootingswet van 30 December 1908 ging in tegen de verklaring welke het Hof van Beroep te Brussel op 24 Juli 1908 gaf aan het woord « hoofdzetel », en besliste dat, ten aanzien van den fiscus, als hoofdzetel dient te worden beschouwd « de zetel waar is samengevat de juridische persoonlijkheid van de vennootschap, van waar uitgaat de voortbrengende beweging en het hooger toezicht, waar de winsten worden gëind, waar de aandeelhouders vergaderen ». (Ministerieele omzendbrief Financiën, n^o 2893, 14 Januari 1909.)

Daaruit volgt dus, dat de nieuwe bepaling zal kunnen toegepast worden op de beheerders van vennootschappen opgericht in den vorm der buitenlandsche wetten of hebbende al hare nijverheidsinrichtingen in het buitenland, indien deze beheerders hun bestuursambt werkelijk uitoefenen in België en er hunne handelsbedrijvigheid doen blijken.

Er zou overigens niet de minste goede reden bestaan om er anders over te beslissen : de vennootschap, door deze kiezers beheerd, staat onder het gebied van onze rechtbanken ; de bevoegdheid van den rechter berust niet op de plaats waar hij zijn handel uitoefent of heeft uitgeoefend, doch wel op zijn algemeene kennis der beginselen en gebruiken van den handel.

*
* * *

Benevens de vereischten van verblijf en van uitoefening van het ambt gedurende vijf jaar — niet noodzakelijkerwijs in dezelfde vennootschap, noch onafgebroken en niet verschillend van wat is opgelegd aan de andere verkiesbaren —, stelt het wetontwerp de vereischten : « eer en onderscheiding ».

Reeds in 1896 vroegen twee afdeelingen waarom het ontwerp eischte dat de handelaar, om verkiesbaar te zijn, zijn last moest waarnemen of waargenomen hebben « met eer en onderscheiding ».

Dezelfde vraag werd herhaald in eene van uwe afdeelingen.

Deze uitdrukkingen, welke ook voorkomen in artikel 35 der wet van 18 Juni 1869, zijn ontleend aan het vroeger artikel 620 van het Wetboek van Koophandel.

« Dit vereischte, schrijft Dalloz, schijnt onbepaald en onduidelijk; nochtans heeft het eene ware wettelijke beteekenis; zóó ware het veroorloofd, binnen de verder bepaalde grenzen, te bestrijden de verkiezing van een rechter die eene veroordeeling mocht hebben ondergaan, welke zijne handelseerlijkheid bevlekt, ofwel in staat van faillissement mocht verkeerd hebben of niet in eer mocht hersteld zijn. »

Artikel 52 van het ontwerp der Regeering, in 1896 ingediend, kende aan den Gouverneur der provincie, aan de kiezers en aan derde belanghebbenden het recht toe, de verkiezing te doen verbreken wegens erge onregelmatigheid. Dit recht bestaat in artikel 52 der wet van 1869 (wet van 30 Juli 1881, art. 3, n^o 2).

Het verslag van 1906 riep het in als zijnde de bekrachtiging van artikel 35 : « De hogere magistratuur — zegde het — zal oordeelen of de verkozen handelaars geen vervallenverklaring opliepen, ten gevolge waarvan zij dienen te worden uitgesloten uit de rangen van de magistratuur der rechtbanken van koophandel. »

Men is het er niet over eens, of artikel 54 der wet op de rechterlijke inrichting, hetwelk voorziet dat « de leden der rechtbanken van koophandel worden aangesteld door den Koning », niet zou volstaan om onwaardigen uit de rechtbank te weren.

Hoe het ook zij, de Middenafdeeling vond daarin geen voldoende reden tot intrekking van eene waarschuwing, welke gelukkig tot nu toe overbodig scheen.

Deze weglating zou geen andere gevolgen kunnen hebben dan stof te leveren tot laakhare uitleggingen.

*
* * *

Zonder voorbehoud vereenigt de Middenafdeeling zich met de overige bepalingen betreffende den duur van de mandaten.

Zij steunen op de wenschen, door de heeren Voorzitters der rechtbanken van koophandel in België uitgebracht op eene door hen gehouden algemeene vergadering. Hun Voorzitter, de achtbare heer V. Delbrassiné, zette, in zijn verslag over der werkzaamheden der rechtbank van Brussel gedurende het jaar 1911, op uitnemende wijze uiteen welke redenen die hervorming billijken :

Thans moeten de rechters der rechtbanken van koophandel — vooral in de belangrijke rechtbanken — gedurende ten minste een jaar uittreden, nadat zij zich bekwaamd hebben, m. a. w. nadat zij als plaatsvervangers zijn opgetreden gedurende twee, drie of vier jaar, nadat zij het ambt van werkelijke rechters hebben waargenomen gedurende twee jaar, dus na vier, vijf of zes jaar, juist wanneer zij hun ambt beter beseffen en bijgevolg

meer belang stellen in dit ambt waarvan zij de waarde beter begrijpen, juist wanneer zij volkomen bevoegd zijn geworden.

In Frankrijk, waar de rechtbanken van koophandel zijn ingericht zooals de onze, doch waar de plaatsvervangende rechter ten minste vier jaar wacht alvorens te worden aangesteld als werkelijke rechter (waar hij bijgevolg zijn ambt waarneemt gedurende meer dan zes jaar alvorens onderworpen te zijn aan de wet die hem verplicht uit te treden gedurende een jaar), werd het eerste lid van artikel 623 van het Wetboek gewijzigd : artikel 13 der wet van 8 December 1883 werd ingetrokken, het mandaat van den rechter der rechtbank van koophandel werd verlengd krachtens eene nieuwe wet en de Fransche wetgever gaf gevolg aan de gegronde aanmerkingen, welke gezaghebbende lieden op handelsgebied in 't midden hadden gebracht.

Zóó zullen rechters, wier andere hoedanigheden toenamen door de ervaring, van de rechtbank langer kunnen deel uitmaken en wel zonder onderbreking van het mandaat, welke de rechtsonderhoorigen evenals de ambtgenooten van den getroffen magistraat vaak moeten betreuren.

Al te menigvuldig uittreden verwekt niet een van de uitslagen welke men inriep tot staving van dien maatregel. Indien de rechter bekwaam is om de taak te vervullen, welke hem door het kiezerskorps is opgedragen, indien hij zijne taak behoorlijk vervult, indien hij er in toestemt zij mandaat voort te zetten, dan bestaat er geen reden om hem te doen uittreden. Kan de rechter de diensten niet bewijzen, welke men van hem verwacht, dan zal men hem niet meer voordragen; immers, volgens het u voorgelegd ontwerp, moeten de voorzitters, de ondervoorzitters, de rechters en de plaatsvervangende rechters om de twee jaar herkozen worden. Alleen het verplicht uittreden gedurende een jaar voor de rechters na twee jaar en voor de voorzitters of ondervoorzitters na vier jaar zitting te hebben gehad, is afgeschaft. Het geeft vaak aanleiding tot groote belemmering, namelijk voor het toezicht over de concordaten.

De procedure in zake van concordaten is steeds kiesch; zij is dikwijls langdurend en lastig; soms zijn er jaren vereischt.

Gedurende al dezen tijd moet de rechter bestendig toezicht houden, zich begeven bij hem die het concordaat bekwam, de boeken onderzoeken, de betalingskwijtbrieven nazien, nagaan of deze of gene schuldeischer niet werd bevoorrecht, zich voortdurend bezighouden met de belangen der schuldeischers.

Alleen om deze redenen is het volstrekt nuttig dat de rechter zonder onderbreking in dienst blijve.

*
* *

Een lid der Middenafdeeling, den wensch herhalend welke in eene der Afdeelingen werd uitgedrukt, stelde voor, de kiesbevoegdheid voor de rechtbanken van koophandel toe te kennen aan de vrouwen. Hij beriep

zich op hetgeen werd gedaan voor de Werkrechtersraden en wees op de heilzame gevolgen van dezen rechtvaardigen maatregel.

De wet erkent de handeldrijvende vrouw. Zij staat onder het gebied der rechtbanken van koophandel. Waarom ze onbevoegd of onwaardig verklaren om deel te nemen aan de verkiezing van de rechters?

Deze redenen kwamen aan de meerderheid niet genoeg afdoende voor, om de nieuwigheid te billijken: ook werd gewezen op deze reden, dat het moeilijk ware het recht van verkiesbaarheid aan de vrouw te onzeggen, zoo men haar het kiesrecht toekende. Deze hervorming scheen al te omvattend.

Derhalve werd een amendement in dien zin verworpen door de Middenafdeeling.

*
* *

Eenparig stelt de Middenafdeeling u voor, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
NERINCX.

Dispositions en vigueur.

Bestaande wetsbepalingen.

ART. 35 de la loi du 18 juin 1869.

ART. 35 der wet van 18 Juni 1869.

Tout commerçant ou tout ancien commerçant peut être nommé juge ou juge suppléant, s'il est âgé de 25 ans accomplis et s'il exerce ou a exercé le commerce avec honneur et distinction pendant cinq ans.

Elke koopman of elke gewezen koopman kan rechter of plaatsvervangend rechter worden benoemd, indien hij den vollen leeftijd van 25 jaar heeft bereikt en indien hij met eer en onderscheiding handel drijft of heeft gedreven gedurende vijf jaar.

Le président et le vice-président doivent être âgés de 27 ans accomplis et ne peuvent être choisis que parmi les juges et les anciens juges.

De voorzitter en de ondervoorzitter moeten den vollen leeftijd van 27 jaar hebben bereikt en mogen alleen onder de rechters en de gewezen rechters worden verkozen.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst, door de Regeering voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 35 de la loi du 18 juin 1869 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« ART. 35. — Sont éligibles aux fonctions de juge ou de juge suppléant :

» 1° Les commerçants ou anciens commerçants âgés de 25 ans accomplis ayant dans le ressort du tribunal leur résidence habituelle et qui exercent ou ont exercé le commerce avec honneur et distinction pendant cinq ans au moins ;

» 2° Les représentants légaux et anciens représentants légaux des sociétés commerciales dont le principal établissement est en Belgique, s'ils sont âgés de 25 ans accomplis, s'ils ont dans le ressort du tribunal leur résidence habituelle et s'ils exercent ou ont exercé leur mandat avec honneur et distinction pendant cinq ans.

» Pour pouvoir être élu président ou vice-président, il faut être âgé de 27 ans accomplis et exercer ou avoir exercé les fonctions de juge. »

Artikel 35 der wet van 18 Juni 1869 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 35. — Zijn verkiesbaar tot het ambt van rechter of plaatsvervangend rechter :

» 1° De kooplieden of oud-kooplieden die den vollen leeftijd van 25 jaar hebben bereikt, hun gewoon verblijf binnen het rechtsgebied der rechtbank bezitten en die met eer en onderscheiding handel drijven of gedreven hebben gedurende ten minste vijf jaar ;

» 2° De wettige vertegenwoordigers en gewezen wettige vertegenwoordigers der vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, indien zij den vollen leeftijd van 25 jaar hebben bereikt, hun gewoon verblijf binnen het rechtsgebied der rechtbank bezitten, en indien zij met eer en onderscheiding hun mandaat waarnemen of hebben waargenomen gedurende vijf jaar.

» Om tot voorzitter of tot ondervoorzitter te kunnen verkozen worden, moet men den leeftijd van 27 jaar hebben bereikt en het ambt van rechter bekleeden of bekleed hebben. »

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Comme au projet.

Zooals in het ontwerp.

2^o Les administrateurs ou anciens administrateurs de sociétés anonymes, de sociétés coopératives ou d'unions de crédit, dont le principal établissement est en Belgique, s'ils sont âgés de 25 ans accomplis, s'ils ont dans le ressort du tribunal leur résidence habituelle, s'ils sont ou ont été placés à la tête de la gestion journalière de l'entreprise en qualité d'administrateur délégué, gérant, directeur ou à un titre analogue, et ont exercé ces fonctions avec honneur et distinction pendant cinq ans au moins.

2^o De beheerders of gewezen beheerders van naamlooze vennootschappen, van samenwerkende vennootschappen of van kredietverenigingen, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, indien zij den vollen leeftijd van 25 jaar hebben bereikt, hun gewoon verblijf binnen het gebied der rechtbank bezitten, de dagelijksche leiding van de onderneming hebben of hadden als beheerder-gemachtigde, zaakvoeder, bestuurder of in eene soortgelijke hoedanigheid, en die met eer en onderscheiding dit mandaat hebben waargenomen gedurende ten minste vijf jaar.

Dispositions en vigueur.

Bestaande wetsbepalingen.

ART. 36 de la loi du 18 juin 1869
modifié par la loi
du 19 mai 1898, art. 1.

ART. 36 der wet van 18 Juni 1869,
gewijzigd door de wet
van 19 Mei 1898, art. 1.

Dans les communes appartenant au ressort d'un tribunal de commerce, le collège des bourgmestre et échevins dresse à partir du 1^{er} mai de chaque année une liste de tous les commerçants payant au trésor de l'État, du chef de la patente, la somme de 20 francs et figurant, s'ils sont Belges de naissance ou ont obtenu la grande naturalisation, parmi les électeurs pour la Chambre des représentants ou, s'ils ont obtenu la naturalisation ordinaire, parmi les électeurs communaux.

Cette liste est envoyée au gouverneur de la province avant le 15 juin.

In de gemeenten behoorende tot het gebied eener rechtbank van koophandel wordt, te beginnen met 1 Mei van ieder jaar, door het college van burgemeester en schepenen opgemaakt eene lijst van al de handelaars die aan 's Rijks Schatkist, uit hoofde van patent, de som van 20 frank betalen en voorkomen, zoo zij Belg van geboorte zijn of de groote naturalisatie hebben verkregen, onder de kiezers voor de Kamer van volksvertegenwoordigers, of, zoo zij de kleine naturalisatie hebben verkregen, onder de gemeentekiezers.

Die lijst wordt aan den gouverneur der provincie gezonden vóór 15 Juni.

Texte proposé par le Gouvernement.

ART. 2.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 36 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1898; elle en formera le paragraphe deuxième :

« Seront également portés sur cette liste, indépendamment de toute condition de cens, les représentants légaux des sociétés commerciales dont le principal établissement est en Belgique, s'ils réunissent les autres conditions prévues par le paragraphe précédent. »

Tekst, door de Regeering voorgesteld.

ART. 2.

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 36 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 1 der wet van 19 Mei 1898, waarvan zij het tweede lid wordt :

« Worden insgelijks op die lijst gebracht, buiten alle cijnsvoorwaarden, de wettige vertegenwoordigers der vennootschappen van koophandel wier hoofdzetel in België is gevestigd, indien zij voldoen aan de overige voorwaarden, bij het voorgaande lid voorzien. »

Texte proposé par la Commission.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 36 de la loi du 18 juin 1869, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 19 mai 1898 :

Les sociétés commerciales dont le principal établissement est en Belgique sont représentées au point de vue du droit à l'électorat :

1^o S'il s'agit d'une société en nom collectif, par chacun des associés ;

2^o S'il s'agit d'une société en commandite, par chacun des associés commandités ;

3^o S'il s'agit de sociétés anonymes, de sociétés coopératives ou d'unions de crédit, par ceux des administrateurs qui, en qualité d'administrateur délégué, gérant, directeur ou à un titre analogue sont placés à la tête de la gestion journalière de l'entreprise.

Ces représentants seront portés sur la liste indépendamment de toute condition de cens, s'ils réunissent les autres conditions prévues par le paragraphe 1^{er} du présent article.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 36 der wet van 18 Juni 1869, gewijzigd door artikel 1 der wet van 19 Mei 1893 :

De vennootschappen van koophandel, waarvan de hoofdzetel in België is gevestigd, worden, ten aanzien van de kiesbevoegdheid, vertegenwoordigd :

1^o Indien het eene vennootschap onder een gemeenschappelijken naam geldt, door elk der vennoten ;

2^o Indien het eene commanditaire vennootschap geldt, door elk der gecommanditeerde vennoten ;

3^o Indien het naamlooze vennootschappen, samenwerkende vennootschappen of kredietverenigingen geldt, door degenen der beheerders die, als gemachtigde beheerder, zaakvoeder, bestuurder of in eene soortgelijke hoedanigheid, de leiding hebben van het dagelijksch beheer der onderneming.

Die vertegenwoordigers worden op de lijst gebracht, buiten alle cijnsvoorwaarden, indien zij voldoen aan de overige voorwaarden, bij het 1^{ste} lid van dit artikel voorzien.

Dispositions en vigueur.

Bestaande wetsbepalingen.

ART. 56 de la loi du 18 juin 1869.

ART. 56 der wet van 18 Juni 1869.

Les membres des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans.

Le président et le vice-président sont rééligibles pour un second terme de deux années. Ils ne peuvent ensuite être réélus, même comme suppléants, qu'après un an d'intervalle.

Les juges effectifs ne peuvent être réélus, comme juges ou juges suppléants, qu'après le même intervalle.

De leden der rechtbanken van koop-handel worden gekozen voor twee jaar.

De voorzitter en de ondervoorzitter zijn herkiesbaar voor een tweeden termijn van twee jaar. Vervolgens mogen zij niet worden herkozen, zelfs als plaatsvervangers, tenzij na een tusschen-tijd van vijf jaar.

De werkelijke rechters mogen niet worden herkozen, als rechters of plaats-vervangers, tenzij na denzelfden tusschentijd.

Texte proposé par le Gouvernement.

Tekst, door de Regeering voorgesteld.

ART. 3.

ART. 3.

L'article 56 de la loi du 18 juin 1869 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« ART. 56. — Les membres des tribunaux de commerce sont élus pour deux ans.

» Les présidents, vice-présidents et juges effectifs sortant d'exercice après deux années ou après avoir achevé le terme de leur prédécesseur, pourront être réélus sans interruption pour deux autres périodes de deux années chacune. Ces trois périodes expirées, ils ne seront rééligibles, même comme suppléants, qu'après un an d'intervalle. Toutefois les présidents et vice-présidents, quel que soit au moment de leur élection le nombre de leurs années de judicature comme juges effectifs, pourront toujours être élus pour deux années à l'expiration desquelles ils pourront être réélus pour deux autres périodes de deux années chacune.

Artikel 56 der wet van 18 Juni 1869 wordt ingetrokken en vervangen door de volgende bepaling :

« ART. 56. — De leden der rechtbanken van koophandel worden gekozen voor twee jaar.

» De voorzitters, de ondervoorzitters en de werkelijke rechters, die aftreden na twee jaar of na den termijn van hun voorganger te hebben uitgedaan, kunnen, zonder onderbreking, worden herkozen voor twee verdere termijnen, elk van twee jaar. Na afloop van deze drie termijnen, zijn zij, zelfs als plaatsvervangers, eerst herkiesbaar één jaar nadien. Echter kunnen de voorzitters en de ondervoorzitters, hoe groot ook, bij hunne verkiezing, het getal jaren weze gedurende hetwelk zij het ambt van werkelijk rechter hebben bekleed, altijd voor twee jaar gekozen worden, na afloop waarvan zij voor twee verdere termijnen, elk van twee jaar, kunnen worden herkozen. »

Texte proposé par la Commission.

—

ART. 3.

Comme au projet.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

—

ART. 3.

Zooals in het ontwerp.